Nouvelles locales du mercredi 28 mai 2014

@rib News, 28/05/2014 | Justice - Les représentants de la société civile burundaise ont rendu visite à Pierre Claver Mbonimpa à la prison centrale de Mpimba le matin de ce mercredi. Selon le chef de cette délégation, ils lui apportaient le minimum de ce qu'un prisonnier peut avoir besoin. De plus, Justine Nkurunziza a ajouté qu'elle s'agissait d'une solidarité envers ce défenseur des droits de l'homme qui est injustement incarcéré. Elle précise qu'ils ont noué un lien avec lui et qu'ils l'ont trouvé plutôt bien portant. Elle ajoute qu'ils leur ont fait savoir qu'ils se sentent pas en prison et qu'ils continuent de recueillir des preuves de ses prétentions concernant les jeunes qui se sont rendus au Congo pour y suivre des entraînements para militaires. Il leur a aussi fait savoir qu'ils continuent son travail d'aider les problèmes des prisonniers en ce moment où il est avec eux.

La chef de cette délégation a profité de cette occasion pour rappeler à toute personne choquée par l'emprisonnement du président de l'APRODH que la journée de vendredi est une occasion pour manifester leur indignation et de ce fait, ils vont porter des effets ayant une couleur verte afin de lui témoigner de leur solidarité. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] - Le correspondant de la RPA dans la province de Muyinga a répondu ce mercredi à une convocation du parquet de la République dans cette même province. Alexis Nimubona a informé que c'est le gouverneur de Muyinga et le commissaire provincial de la police dans cette province qui ont porté plainte contre lui suite à un reportage diffusé sur les ondes de la RPA faisant état d'un montage que ces deux autorités seraient en train d'organiser avec une certaine Marie Minani afin d'aboutir à l'emprisonnement de certains journalistes et membres des partis politiques de l'opposition. En effet, ces deux autorités ont considéré ce reportage comme portant atteinte à leur personne. En compagnie de ses avocats, il a par la suite demandé du temps pour lire les accusations et préparer ainsi sa défense et l'affaire a été ajournée au 6 juin. Rappelons que le gouverneur Idefonse Ntawunkunda et le commissaire Gilbert Bizindavyi ont pris Madame Marie la nuit du 23 mai courant alors qu'elle était incarcérée au cahot de la police à Butihinda et sont allés trois dans un restaurant bar où ils lui ont acheté de la nourriture et de la bière. Le lendemain, elle a été exposée aux caméras et micros de la RTNB et de REMA FM et cela a été suivi par l'arrestation de deux personnes du parti Uprona elles aussi accusées des mêmes faits que Minani Marie. Tout cela a été perçu par les observateurs comme un plan d'arrestation que les deux autorités ont comploté avec Minani Marie. Les trois personnes viennent d'être transférées en prison centrale de Muyinga toutes accusées d'atteinte à la sûreté de l'Etat. La population présente devant le parquet de Muyinga estime que le fait de faire sortir un détenu pour aller lui donner de la nourriture et de la bière ne diffère en rien de la corruption. Signalons que plusieurs personnes étaient venues suivre ce procès dont la population de Muyinga, les représentants des organisations de la société civile et de l'UBJ dont son président.

[rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - L'union burundaise des journalistes considère que ce correspondant de la RPA dans la province de Muyinga ne devrait pas comparaître pour avoir fait ce reportage. Selon le président de cette union, ce reportage respectait bien les normes de l'art et la déontologie journalistique. Alexandre Niyungeko qui était sur place à Muyinga s'est dit que ce soit des responsables de l'administration et policiers qui ont porté plainte alors qu'ils n'ont pas le droit de faire sortir un détenu du cachot pour aller le restaurer. Il demande que des poursuites soient engagées contre ces deux personnalités suite à cette action. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] | Politique - L'atelier réunissant les jeunes affiliés aux partis politiques a continué malgré l'absence des jeunes issus de l'ADC-Ikibiri qui avaient boycotté cette réunion à partir d'hier après midi après avoir entendu qu'un membre du parti MSD venait d'être sorti de l'hôpital pour être conduit à la prison centrale de Mpimba dans un état de santé grave. Ces mêmes jeunes de l'ADC-Ikibiri étaient assis ce mercredi matin devant l'Hôtel Source du Nil où se tient cette réunion et refusaient de poursuivre les travaux de cet atelier. Selon Justin Bagabo un des jeunes du parti Sahwanya-Frodebu, toute personne même si elle est poursuivie d'une infraction quelconque, a le droit de se faire soigner avant que la justice n'agisse contre lui. Il ajoute que cet atelier devrait être reporté pour être organisé un autre jour où tous les participants seraient présents en bonne et due forme pour donner leurs contributions. Si tel n'est pas le cas, il voit que les conclusions de cet atelier ne devraient engager que leurs auteurs. Les confédérés du jour n'ont pas apprécié le fait que les jeunes de l'ADC-Ikibiri aient craqué la porte de cet atelier mais appréciaient tout de même la manière dont ils ont agi puisqu'ils n'ont agressé personne. Le bureau de l'Ombudsman fait savoir qu'il s'est entretenu avec les concernés par le dossier de ce jeune du MSD et qu'il pourrait être libéré de la prison de Mpimba. Justement, ce jeune a été relâché et une commission de médiateurs a été mise en place pour évaluer son état de santé et décider de poursuivre ses soins soit à l'hôpital ou à la prison. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] - L'ADC-Ikibiri constate que la communauté internationale ne devrait pas rappeler les Burundais ce qu'ils doivent faire en matière de la bonne gouvernance et de respect des droits de l'homme. Le président de cette coalition affirme cela après que la représentation de l'Union Européenne au Burundi ait affirmé que la campagne électorale doit voir une participation de diverses forces politiques de ce pays pour être financée par l'Union. En effet, Léonce Ngendakumana trouve que ce n'est pas seulement l'Union Européenne qui le demande, mais également tous les bailleurs. Selon lui donc, les autres bailleurs burundais doivent le faire comme il est demandé puisque le pays est parmi les plus pauvres et donc ne peut pas s'autofinancer les élections. De même, elles doivent le faire pour éviter que la population se retrouve dans une situation délicate et ajoute que c'est le gouvernement qui a un rôle prépondérant dans la mise en application de ces exigences de l'Union Européenne en particulier et des autres bailleurs en général. [isanganiro] - Le FORSC estime que les bailleurs du Burundi peuvent ne pas accorder les fonds nécessaires pour le fonctionnement de la CVR. Selon le délégué général de ce forum, le fait que la loi sur la CVR que le président de la République vient de promulguer a été voté par les seuls députés du CNDD-FDD témoigne du caractère unilatéral de la procédure que le gouvernement et le parti au pouvoir veulent utiliser. Vital Nshimirimana trouve que les députés ont voté un projet de loi contraire à ce que la population et les négociateurs d'Arusha avaient souhaité et cela met en doute la crédibilité des résultats du travail de ladite commission. Selon donc lui, même si le gouvernement venait à trouver d'autres bailleurs, la commission n'aboutira à rien puisqu'elle

cherche ce que la population n'a pas demandé. Ainsi, il demande que cette loi soit corrigée et que les aspirations de la population y soient inscrites. [isanganiro/rpa] **Sécurité** - Une femme enceinte de 7 mois a été poignardée au nombril du ventre par son propre mari sur la colline Rubarasi de la commune Giheta en province de Gitega le soir de ce mardi. Elle a été attaquée par son mari alors qu'elle était en train de cueillir du café vert dans la plantation familiale et a immédiatement avorté de cette grossesse. Elle a ensuite été admise à l'hôpital où elle suit des traitements puisque son état de santé est grave. Le mari quant à lui s'est rendu à la police. Les sources en provenance de cette colline savent que cet homme et sa femme ne vivaient pas du tout en harmonie. [bonesha/isanganiro] - Une grenade a explosé sur la colline Butembe de la commune Mpanda de la province Bubanza le soir de ce mardi faisant un blessé parmi les enfants qui passaient à cet endroit où elle était exposée. Selon des sources sur place, la grenade a explosé que les enfants étaient en train de jouer près du lieu où elle était. Une autre grenade trouvée au même lieu, mais qui n'a pas pu exploser a été détruite par les forces de l'ordre qui sont vite intervenues puisque son état n'était pas pour être conservée. Le propriétaire de ces grenades a été arrêté par la police. [bonesha/rpa/rtnb] - Une personne a été tuée sur la colline Rutumo de la zone Minago en commune Rumonge de la province Bururi le soir de ce mardi. Selon des sources sur place, il était vers 19h quand Thomas Nsavyimana rentrait chez lui que des personnes non encore identifiées l'ont attaqué à coups de machettes et l'ont tué sur place. Les mêmes sources précisent que des rites de sorcellerie seraient à l'origine de cette mort. Elles ajoutent que la victime avait déjà échappé de justesse à deux attentats dont une la grenade et une autre la machette. La police dans la province de Bururi assure qu'elle a déjà arrêté une personne soupçonnée d'avoir participé à cet assassinat. L'administrateur communal de Rumonge quant à lui qu'il s'est rendu sur les lieux pour tranquilliser la population et demande à cette même population de ne pas songer à se faire justice. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa/rtnb] - Un incendie s'est déclaré la nuit de ce mardi à mercredi à l'entrée de la ville de Ngozi dans les kiosques du lieu appelé Burengo. Selon des sources sur place, le feu aurait commencé à partir d'un restaurant où un brasier sur lequel le haricot était cuit était resté allumé et qui aurait embrasé les autres kiosques. Au total donc, 9 kiosques ont ainsi tous pris feu et toutes les marchandises qu'ils contenaient ont été brûlées et réduites en cendres. Les propriétaires de ces marchandises évaluent à plus de 20 millions la valeur de ces dernières et appellent à l'aide. Ils accusent également la police de n'avoir pas intervenu à temps et que même lorsqu'elle est venue, le camion anti incendie contenait peu d'eau, ce qui n'a pas permis d'éteindre tout le feu. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa/rtnb] - Plus de 300 ha sont partis en fumée l'après-midi de ce mardi dans les plantations de cannes à sucre d'un certain Nahum Barankiriza dans la commune de Gihanga de la province Bubanza. A l'origine, un homme serait en train de griller des patates douces tout près de ces plantations et le feu s'est emparé de ces dernières. Le feu a donc détruit cette étendue malgré les efforts d'extinction déployés par la population, la police, et les travailleurs de cette plantation lesquels efforts ont été réduits suite au vent forts qui soufflait dans cette plantation et au caractère sec des cannes à sucre suite à l'absence de la pluie depuis un certain temps. Pourtant, cette version d'une origine non intentionnelle de cet incendie n'a pas été retenue par la police qui a arrêté cet homme qui grillait des patates douces ainsi que 4 des enfants avec lesquels il était. Ces enfants tous de moins de 10 ans accusent cet homme de les avoir demandé de l'aider à mettre le feu à ces cannes à sucre. Ce n'est pas la première fois que ces plantations prennent feu et certains demandent que les cannes à sucre soient utilisées dans la fabrication du sucre au lieu de les laisser dans l'état. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] **Gouvernance** - L'association PARCEM trouve que l'exigence égale de déclaration des biens pour les hauts dignitaires avant et après leurs fonctions n'est pas respectée. Le président de cette organisation estime qu'on ne peut pas affirmer qu'on est patriote alors qu'on se livre à des pillages des biens publics et de détournement des fonds et deniers de l'Etat. Faustin Ndikumana affirme que l'enrichissement illicite et le blanchiment d'argent sont souvent utilisés par certains dignitaires puisqu'ils échappent à la déclaration de leurs biens. Il dit aussi ne pas comprendre pourquoi ces autorités ne veulent pas déclarer leurs biens si du moins elles ne se reprochent de rien. Ainsi, il demande au président de la République, qui vient de déclarer le programme de patriotisme dans le pays et qui est à la fin de son deuxième mandat, de prendre le devant et de déclarer ses biens afin que les autres dignitaires suivent cet exemple. Il a dit tout cela lors d'une conférence de presse qu'il a animée ce mercredi pour exposer le contenu d'une correspondance qu'il a adressée au président de la République. [isanganiro/rtnb/rtr/bonesha/rpa]